

Entre représentation, légitimation, participation et cohésion, quel *optimum* géographique pour une justice électorale ?

Michel Bussi¹

¹Laboratoire MTG - UMR IDEES (CNRS) - Université de Rouen
michelbussi@yahoo.fr

Mots clés : découpage électoral, scrutin, représentation politique, justice socio-politique.

Il est courant de définir la démocratie par le principe de J. Stuart-Mill « one vote, one man, one value ». L'idée que la voix de chaque individu compte autant apparaît comme une idée fondamentale de toute démocratie électorale. Lors de la mise en place des découpages électoraux, et notamment des espaces d'agrégation des votes dans le cas d'un mode de scrutin majoritaire uninominal (scrutin le plus fréquent et le plus « territorialisé »), l'égalité démographique entre les circonscriptions apparaît ainsi comme une revendication forte. Afin d'atteindre cet idéal démocratique, un *optimum* territorial basé sur une stricte égalité des espaces d'agrégation des votes peut pourtant apparaître comme simpliste pour les géographes. En effet, dans son application, il est pratiquement irréalisable.

Il ne s'agit pas seulement d'une question technique de découpage des circonscriptions électorales. L'irrespect de principe « un homme une voix » peut se justifier par diverses logiques qui interrogent la définition même du contractualisme, et donc la représentation politique territorialisée. En effet, entre le respect au plus près de l'individu du principe « un homme une voix », et la prise de décision politique au sein d'une assemblée élue, le territoire apparaît presque toujours comme une médiation imposant des correctifs. C'est donc la relation même entre espace et politique qui est interrogée, mais l'espace est ici non pas mobilisé comme une portion de territoire à conquérir, mais comme la matrice d'organisation d'un contrat social. Il n'existe pas un seul et unique « *optimum* territorial » pour définir les circonscriptions électorales, mais différentes formes de « justices socio-électorales », qui possèdent chacune leurs traductions territoriales.

Le couple représentation/légitimation a été théorisé par quelques géographes (Levy J. & Guillorel H. 1988). Il peut cependant lui-même être complexifié par d'autres fonctions (fonctions de cohésion, de participation), qui possèdent leurs

propres logiques en termes d'organisation de l'espace démocratique.

Ce texte développera donc dans un premier temps les différents principes d'optimisation des découpages de l'espace associés à la notion de justice socio-politique, puis détaillera quelques exemples d'application de ces principes dans des démocraties du monde, et à des échelles variées (respect des minorités, quotas, affirmative gerrymandering, systèmes consociatifs, fédéralisme, représentation politique des espaces de faible densité et des collectivités territoriales de faible taille, vote nomade, démocratie directe, etc.).

Références bibliographiques

Bussi M. & Badariotti D. 2004 - « Pour une nouvelle géographie du politique. Territoire, démocratie, élections », coll. Savoir et savoir faire en géographie, Economica, Paris, 300 p.

Bussi M. 2006 - « L'identité territoriale est-elle indispensable à la démocratie ? », *l'Espace géographique*, n°4-2006, p. 334-339.

Levy J. & Guillorel H. 1988 - « Les espaces de la représentation politique », *Géographie sociale*, vol. 7, p. 61-72 et *EspacesTemps*, n°43/44, 134 p.

Levy J. 2006 - « Un nouveau contrat politique entre la société et son espace », in *Propositions pour une nouvelle décentralisation*, Institut de la décentralisation, p. 11-36.

Lipjhart A.R. 1994 - "Electoral systems and party systems", Oxford University Press.

Stuart Mill J. 1869 - "On liberty", Londres, Longman.

Taylor J. & Johnston R.J. 1979 - *Geography of elections*, Harmondsworth, Penguin Books, Series "Geography and Environmental Studies", 528 p.